

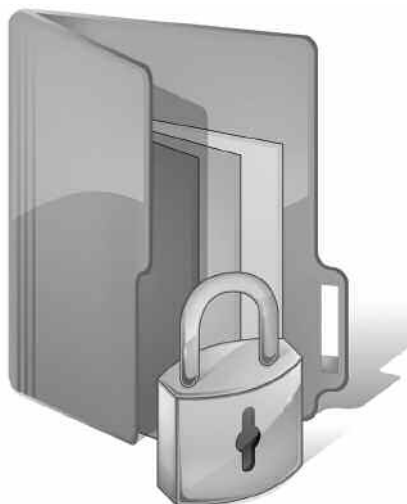
## PROJET DE LOI PORTANT RÈGLEMENT BUDGÉTAIRE

## Le droit d'accès à l'information pour les contribuables

**L'Algérie a pris beaucoup de retard en matière de réforme des finances. Elle continue de disposer d'un nombre important de banques publiques qui ont été frappées de plein fouet ces dernières années par un grand nombre de scandales qui ont défrayé la chronique.**

**Les banques privées n'ont pas échappé non plus à ces scandales. Il y a aussi un retard important en matière législative, puisque même la loi organique portant règlement budgétaire n'a été promulguée qu'en 2008, alors qu'elle est inscrite dans la Constitution (1996). L'Algérie essaye de rattraper ce retard en lançant une série de projets, au moment où elle essuie des critiques de la Banque mondiale en matière d'opportunité de dépenses publiques.**

La loi de règlement budgétaire est un des trois types de lois de finances avec les lois de finances initiale et complémentaire. A la fin de chaque exercice, elle arrête le montant définitif des dépenses et des recettes de l'Etat et le résultat budgétaire qui en découle. Par ailleurs, elle décrit les opérations de trésorerie et ratifie les opérations réglementaires ayant affecté l'exécution du budget. Elle peut, en outre, comprendre des dispositions sur l'information et le contrôle des finances publiques, la comptabilité et la responsabilité des agents. Elle permet aux parlementaires de faire valoir «le principe du contrôle législatif sur l'exécutif en matière d'exécution des lois de finances».



Principe consacré par la Constitution dans son article 160 et par l'ordonnance 95-20 du 17 juillet 1995 modifiée et complétée, relative à la Cour des comptes. Pour rappel, la loi de règlement budgétaire de l'exercice est de retour après une interruption qui a duré près de 30 ans ! Dans ce cadre, une instance ad hoc avait été installée au niveau du ministère des Finances pour l'élaboration des lois de règlement du budget depuis 1982. Dans ce sens, la loi de règlement budgétaire de l'année 2006 a été la première à être adoptée par le Parlement depuis plus de 25 ans. Il n'y a que les lois de règlement budgétaire relatives aux exercices de 1978 à 1981 qui ont été votées par l'APN. La loi de règlement budgétaire consiste à rendre compte aux représentants du peuple de l'exécution d'une loi de finances et, le cas échéant, des lois de finances complémentaires relatives à chaque exercice. Cette loi de règlement budgétaire constate et arrête le montant définitif des recettes encaissées et des dépenses effectuées au titre d'une année, conformément aux

dispositions de l'avant-projet de loi organique.

La loi 84-17 relative aux lois de finances détermine l'année N-3 comme l'exercice sur lequel porte le règlement budgétaire. A titre d'exemple, le règlement de 2010 est soumis au Parlement simultanément à la loi de finances pour 2013. La loi de règlement est un document comptable soumis à l'approbation du Parlement et l'un des trois types de lois de finances avec les lois de finances initiale et complémentaire. A la fin de chaque exercice, elle arrête le montant définitif des dépenses et des recettes de l'Etat et le résultat budgétaire qui en découle.

La Cour des comptes est à cet effet consultée à l'effet de faire part de ses appréciations en la matière lesquelles sont ensuite communiquées par le gouvernement aux deux chambres du Parlement. Une fois la loi du règlement adoptée et promulguée, ses résultats sont définitivement clos et imputés au compte permanent du résultat du Trésor, explique «l'exposé des motifs» qui accompagne le rapport.

Contrôle parlementaire  
des finances publiques

Pour Slimani Ahmed, ingénieur polytechnicien, économiste (*El Watan* du 5 novembre 2007), à propos de la loi portant règlement budgétaire, «il est primordial d'adopter une démarche simplifiée pour fixer naturellement les bases méthodiques de ces contrôles comme suit. En amont : rendre obligatoire et anticipée la publication des tableaux des projets de textes des lois de finances. En courant : appliquer les obligations réglementaires de publications ouvertes et légales des bilans comptables des institutions publiques (les banques publiques et les grandes entreprises de l'Etat). En aval : rendre obligatoire et systématique la procédure de publication (selon des voies réglementées) des rapports de la Cour des comptes et de l'inspection générale des

finances. Projets du ministère des Finances en matière de contrôle des dépenses publiques.

Au tout début de l'année 2007, le ministère des Finances, suite à une série de scandales bancaires, annonçait que «...plusieurs actions ont été prises ou sont en voie de l'être et dont les plus importantes sont le renforcement des capacités d'intervention de l'inspection générale des finances en la dotant de plus de moyens humains, matériels et légaux ; l'élargissement du champ de contrôle de cette inspection aux entreprises publiques économiques ; l'édition d'un manuel de procédures encadrant de façon précise et rigoureuse toutes les étapes de la dépense publique ; la révision, en cours, du code des marchés publics et le renforcement des moyens mis à la disposition de la commission nationale des marchés publics ; le projet de modernisation budgétaire, en cours de préparation, qui vise, notamment, à assurer une plus grande transparence dans l'allocation des crédits budgétaires sur la base de programmes et objectifs bien définis (budget/programme), accompagné d'un transfert de responsabilité vers les gestionnaires qui seront évalués sur des performances et des résultats». Le 26 septembre 2007, ce même ministère annonçait l'installation d'un «comité de coordination qui regroupe, sous la présidence du chef de l'inspection générale des finances, l'ensemble des inspecteurs généraux des départements ministériels. Il y a un effort incontestable à aller vers une loi de règlement budgétaire plus régulière et plus de publicité en direction des contribuables. Le droit à l'accès à l'information gouvernementale doit s'exercer de plus en plus, la culture de la citoyenneté participative en sortirait renforcée. On gagnerait à ce qu'elle soit plus digeste, mieux présentée, plus complète et plus proche de la réalité des faits et des chiffres. Quant à la qualité des débats qui pourraient en résulter au Parlement, c'est un autre... débat.

Djilali Hadjadj

Le bilan de l'exercice 2010  
sur le bureau de l'APN

Le projet de loi portant règlement budgétaire de 2010 fait état d'une réalisation à hauteur de 104,56% des recettes budgétaires et d'un taux de consommation de 87,3% des dépenses par rapport à la loi de finances complémentaire du même exercice. Le texte, approuvé le 17 septembre par le Conseil des ministres et qui sera bientôt débattu par le Parlement, détermine un déficit budgétaire réel en 2010 équivalant à 21,51% du PIB contre un déficit prévisionnel de près de 32% PIB dans la loi de finances complémentaire (LFC) de 2010, selon le rapport de présentation de ce texte par le gouvernement.

Le règlement budgétaire de 2010, première année de mise en œuvre du plan quinquennal d'investissement public (2010-2014) arrête ainsi à 3 056,73 milliards (mds) de DA les recettes budgétaires effectivement réalisées en 2010 et à 5.648,9 mds de DA les dépenses réellement consommées durant le même exercice.

La LFC 2010 tablait sur des recettes de 2 923,4 mds de DA et des dépenses de 6 468,86 mds de DA. Les dépenses de fonctionnement consommées en 2010 ont été de 2 736,18 mds de DA (contre 3 445,99 mds de DA dans la LFC 2010), soit un taux de consommation de 79,4%.

La consommation pour les départements ministériels était de 94% tandis que celle des charges communes n'a pas excédé 21,86%. Hormis le budget du ministère des Moudjahidine, dont la consommation a

enregistré un dépassement de crédits de 16% par rapport à la LFC 2010, les taux de consommation des autres départements ont varié entre 45,38% et 99,75%, indique le document. La consommation des dépenses d'équipement a, quant à elle, atteint 2 749,2 mds de DA (contre 3 022, 86 mds de DA prévues par la LFC 2010) soit un taux d'exécution de 90,94%.

Les dépenses imprévues ont enfin été de l'ordre de 163,5 mds de DA. Par ailleurs, les recettes ordinaires ont atteint 1 555 mds de DA en 2010 alors que la fiscalité pétrolière budgétisée était de 1 501,7 mds de DA, soit 53,25% de la fiscalité pétrolière recouvrée estimée à 2 820 mds de DA en 2010. Le reste de cette dernière, soit 46,75%, a été versé au FRR (Fonds de régulation des recettes), selon le même document. Les «dépenses fiscales», qui constituent les manques à gagner résultant des allègements accordés à certaines catégories de contribuables, étaient de 430 mds de DA en 2010 soit 5,5% du PIB hors hydrocarbures, indique la même source.

Le Fonds de régulation  
des recettes plein à craquer

Les pertes des comptes spéciaux du Trésor, apurés ou clôturés en 2010, qui ont été affectées au compte de l'avoir et du découvert du Trésor, sont estimées à 844,29 mds de DA, alors que la variation nette positive de ces comptes a été de 3 020,36 mds de DA. Les pertes résultant de la gestion des opérations de

la dette de l'Etat enregistrées au 31 décembre 2010 étaient de 297,47 mds de DA alors que 288,33 mds de DA ont été enregistrés au titre des soldes des comptes d'emprunts et 449,9 millions de DA au titre des soldes des comptes de participation.

Les comptes d'affectation spéciale (CAS) ont à eux seuls enregistré un solde positif de 2.011,68 mds de DA en 2010 où il a été recensé 73 CAS contre 70 en 2009, selon le document. Le FRR a, de son côté, enregistré un surplus de la fiscalité pétrolière de 1 318,3 mds de DA en 2010 et n'a cependant subi qu'une seule opération de prélèvement portant son solde à 5 634,77 mds de DA à la fin de l'année. Toutes ces variations portent à 424,79 mds de DA le déficit global effectif à porter à l'avoir et au découvert du Trésor, précise le rapport.

Le document explique les écarts budgétaires enregistrés en 2010 par «l'inscription de la première tranche du programme sectoriel (2010-2014), l'application du nouveau régime indemnitaire des travailleurs de la fonction publique et l'évolution favorable de l'environnement international en 2010».

Le dernier Conseil des ministres, qui a approuvé le projet de règlement de 2010, avait souligné «les avancées notables réalisées en matière de contrôle budgétaire à travers la mise en place de la loi de règlement budgétaire qui constitue un des mécanismes de la gouvernance financière».

LSC

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية  
ولاية الجزائر

الدائرة الإدارية لحسين داي  
بلدية حسين داي  
مصلحة التنظيم والمنازعات  
رقم: 353 / م ت م / 2012

## أربعينية

"وبشر الصابرين الذين إذا أصابتهم مصيبة  
قالوا أُوْىَ لِلّٰهِ وَإِنَّا إِلَيْهِ رَاجِعُونَ"



على اثر مرور أربعون يوم على رحيل  
المرحوم لعقاب توفيق أمين عام بلدية  
حسين داي، الذي وافته المنية يوم: 13  
سبتمبر 2012. وبهذه الذكرى الأليمة  
يدعو السيد / قاصد الحسين رئيس  
بلدية حسين داي وأعضاء المجلس  
الشعبي البلدي وكل طاقم البلدية له  
بالرحمة والمغفرة راجين من العلي  
القدير أن يتغمده بواسع رحمته وأن  
يجعل قبره روضة من رياض الجنة  
وأن يسكنه فسيح جناته ويلهم ذويهم جميل الصبر والسلوان.

"اللهم علي بدعواتنا منزلته في جنات النعيم  
وأرضه وأرضي عنه"